



Lille, le 24 novembre 2022

### **La Santé est-elle un bien de consommation ?**

La réponse est non.

Et pourtant, après des décennies de négligence de notre système de soin par nos dirigeants politiques, c'est au tour de magazines de défense des consommateurs de donner leur avis sur la santé en France. La Santé, valeur universelle pour tous les citoyens, mérite un autre type de considération.

Les habitants de ce pays sont en droit de s'offusquer de la dégradation de l'accès aux soins. Ils ont aussi en droit de recevoir les soins dont ils ont besoin, en tout cas dans une démocratie sanitaire digne de ce nom.

Quel que soit le secteur de soins : la Prévention, les urgences, la périnatalité, la fin de vie, le médico-social, le handicap, la ville et l'hôpital, les cliniques. Partout une réflexion s'impose, elle se doit d'être constructive, efficace et bienveillante.

Placer un sujet aussi capital que la Santé dans le domaine mercantile est inacceptable. Comment peut-on penser laisser un service public sous l'influence d'intérêts financiers de quelques fortunes ou aléas boursiers ?

Pour améliorer l'organisation du système de Santé en France, commissions sénatoriales, parlementaires, collectifs d'usagers ou d'acteurs du soin et syndicats s'accordent sur des points bien éloignés de ces considérations : il faut revenir à l'échelle du territoire, déconcentrer le pouvoir des Agences Régionales de Santé et favoriser l'autonomie des acteurs pour assurer les missions prioritaires en lien avec les besoins spécifiques de chacun.

### **Qui de mieux placés que les soignants, les experts de terrain, pour apporter les solutions qui correspondent aux besoins ?**

Les soignants sont unanimes : la Santé n'est pas un produit de consommation et les usagers ne sont pas des consommateurs. Chaque citoyen a le droit d'être défendu quand ses droits ne sont pas respectés. Les associations de consommateurs s'y emploient avec succès, mais elles ne doivent pas outrepasser leur pouvoir d'influence en tentant de transformer notre système sanitaire.

Notre modèle sanitaire et notre droit à la Santé méritent une expertise plus affûtée, plus agile et fédératrice que des articles et des tableaux couchés sur du papier, fut-il glacé.

### **La marchandisation du soin est choisie afin d'économiser sur la Santé des Français.**

La Santé en France est un modèle de démocratie sanitaire encore envié au-delà de nos frontières. Malheureusement, depuis plusieurs décennies ce modèle est malade.

Les prescriptions pour guérir l'hôpital sont basées sur un modèle économique destructeur, piloté par des cabinets-conseils coûteux à l'efficacité et l'éthique douteuse. Le recours à ces cabinets-conseils dans les ministères influence les décisions au plus haut niveau de l'Etat. En conséquence, ils polluent les hauts fonctionnaires dans leurs missions et leurs responsabilités.

Bastion de la démocratie sanitaire, l'hôpital doit surtout reconstruire son lien avec la ville.

Monsieur François Braun, Ministre de la Santé et de la Prévention, souhaite réintégrer l'Ethique au cœur du soin. Les soignants n'en attendaient pas moins. Cela implique exigence et rigueur et donc un travail réflexif et pédagogique. Pas besoin de consultant pour cela, les soignants et usagers sont là. La « taylorisation » du soin par exemple, actuellement privilégiée par l'Etat. C'est un modèle soufflé par des cabinets privés aux intérêts économiques tout autant privés. Qui veut y souscrire ? Votre grand-mère grabataire en fin de vie, votre enfant, votre conjoint ?

Si la solution est de privatiser le système de Santé dans son ensemble, pourquoi ne pas le vendre à un actionnaire unique qui investirait de l'argent tiré de fonds de pensions publics ? On pourrait appeler ça l'Etat.

En attendant, le Collectif Santé en Danger se bat pour que résonne l'écho du terrain, véritable supplique et qu'enfin le sens du soin retrouve la voie de la démocratie sanitaire.

#### **A propos du Collectif santé en Danger:**

Fondé le 27 juillet 2020, le Collectif santé en Danger est aujourd'hui une association loi 1901 qui compte près de 6 000 adhérents et 240 000 abonnés sur les réseaux. Il défend la parole et les revendications de l'ensemble des professionnels de santé, du privé comme du public ; revendique un rôle d'alerte et de vigie en santé ; dénonce les dysfonctionnements de notre système de santé actuel et se veut force de propositions grâce au Vrai ségur de la Santé compte rendu de auditions auprès de professionnels de terrain.

**Contact Presse** : collectifsed@gmail.com , Christel Baldet 06.32.28.30.74